

LES MÉTHODES DE SYLLABATION, « UN PAS VERS LE FUTUR »

Marche arrière, toute !

Dans une communauté, pour empêcher les pauvres d'accéder à leurs droits civiques et défendre leurs intérêts communs, il suffit de les déshumaniser en les empêchant d'apprendre à lire pendant les années de scolarité primaire. Un peuple illettré-connecté-chalandisé-téléréalisé peut se passer de démocratie, de droits, d'égalité et de fraternité. Depuis toujours, l'obstacle le plus efficace à la conquête de l'écrit est l'enseignement de la syllabation et du déchiffrage oralisé, « la voie indirecte ». Des conceptions didactiques héritées de l'Antiquité, répétées, enseignées, propagées, vulgarisées et vendues ont fini par devenir au XXI^e siècle des vérités « avérées », d'apparence trompeusement scientifique, car en science, toute théorie est provisoire. Ce qui distingue les théories scientifiques des mythes, des religions, de l'idéologie, c'est qu'elles sont réfutables. Les sciences ne s'accommodent pas de dogmes. Sans possibilité d'examen critique, pas de pensée scientifique. Or, la démarche (apprentissage de règles et mécanismes de mise en phonies des graphies, d'un code de correspondance graphophonologique, préalables à la recherche de sens), préconisée par le ministre¹ conseillée par la « recherche », n'est pas discutable. C'est la force de l'idéologie d'expulser le doute. Après deux siècles d'alphabétisation, la sonorisation d'unités linguistiques élémentaires à l'aide d'un syllabaire est devenue vérité révélée, non questionnable. Pire, les méthodistes la présentent comme unique voie d'entrée dans l'écrit. Tout « apprentissage » sans manuel, sans « méthode », sans enseignant officiant est **impensable** et ne peut être pensé par quiconque dont le cerveau est occupé par l'idéologie dominante. C'est pourquoi les recherches en lecture portent sur la didactique seule, jamais sur les situations de lecture et les comportements de lecteur. En France, l'idée d'une possibilité d'appropriation active du savoir-lire par l'apprenant (sans leçon de « lecture ») et d'un accès direct au sens des mots sans détour par les oreilles (sans méthode) est **forclosé**. Parce qu'elle place l'enfant au centre des apprentissages, trop relationnelle, pas assez scientifique, la pédagogie est excommuniée au nom de la logique de transmission verticale. L'éthique rationaliste impose au chercheur de laisser l'humain, dernier maillon de la chaîne, en dehors de la situation d'observation ou d'expérimentation. Après démonstration d'un nécessaire détour par l'oral, la recherche en laboratoire, prescriptrice de bonne méthode, réintroduit l'élève humain, mais seulement en tant que récepteur passif de leçon magistrale conforme au programme. S'il s'avérait que le destinataire de la méthode scientifiquement validée se révélât peu réceptif à « la lecture » et aux leçons, la contribution médicale sur les *troubles de la lecture* prendrait le relais des sciences de la cognition, et le soin orthophonique, celui des leçons, avec une méthode alphabétique pure. Aujourd'hui toute pratique didactique non conforme à la liturgie, qui emprunterait la voie directe vers le sens ne peut être perçue autrement que comme une « méthode » d'oralisation « globale, donc inefficace », des mots. La confusion, savante ou profane, entre lire et syllaber a fait de l'écrit à l'école une simple transcription de l'oral. Tout lecteur, même enseignant, interrogé révèle, convaincu, le nom de « *la méthode qui lui a appris à lire* ». Des parents qui consultent pour un échec en lecture se plaignent de « *cette maitresse qui fit échouer leur enfant en utilisant la globale* », facteur de « *dyslexie* ». Les discours, profanes ou professionnels, scolaires ou médicaux, savants ou populaires, sur l'enseignement de la lecture et ses échecs baignent tous dans la théologie de l'oralité.²

Pour que la stratégie ministérielle puisse fonctionner et être admise sans discussion par les professionnels de l'école, de toute fonction et de tout grade, il faut « démontrer » à ceux qui l'auraient oublié (comment est-ce possible ?) qu'apprendre à déchiffrer est la voie royale pour devenir lecteur. C'est, avec un talent rhétorique certain, ce que fait le ministre, agent d'homogénéisation syllabique.

JEAN-MICHEL BLANQUER : « *L'idée n'est pas d'homogénéiser les pratiques mais de créer une référence commune. Ce n'est pas la même chose. Bien des manières de faire sont possibles pour les professeurs. Mais il y a un cadre et je crois que beaucoup d'enseignants l'attendaient. La liberté pédagogique n'a jamais été l'anarchisme pédagogique... Entre quelque chose qui ne marche pas – la méthode globale – et quelque chose qui fonctionne – la syllabique – il ne peut y avoir de « compromis » mixte. Ce sujet ne relève pas de l'opinion, mais de faits démontrés par la recherche. C'est très clair, et j'aimerais vraiment que ce débat soit une fois pour toutes derrière nous... Ce sont ceux qui cherchent la polémique qui sont du passé. Nous sommes au contraire en train de faire **un pas vers le futur**. Ce que nous proposons, ce ne sont pas les méthodes de la IIIe République. »*

Le Parisien. 25.04.2018 <http://www.leparisien.fr/societe/jean-michel-blanquer-la-liberte-pedagogique-n-a-jamais-ete-l-anarchisme-25-04-2018-7684062.php>

Traduction : « *vous êtes libres d'apprendre à lire à vos élèves comme vous le pensez, à condition de les faire syllaber oralement avec une méthode (un manuel) de syllabation « syllabique » (un syllabaire) - comme s'il existait une syllabation non syllabique (sans syllabaire) -, choisie sur le plateau de l'offre commerciale qui ne propose que des méthodes de syllabation. »*

Le souci du ministre n'est pas de réparer la catastrophe française de l'illettrisme national mais de donner plus de rigueur méthodologique et d'intransigeance didactique à l'enseignement sélectif par alphabétisation. Sous une présentation faussement pédagogique il provoque un débat politique sur le droit pour tous d'accès à l'écrit. Il se garde de préciser qu'il ne parle pas de l'apprentissage de la lecture, activité cognitive complexe et intelligente, mais de l'enseignement de la syllabation, activité de type réflexe conditionnel (en clair, dressage), barrière insurmontable pour la compréhension d'un écrit. Depuis toujours, les heures de lecture, dans ou hors temps scolaire, sont consacrées au déchiffrage oralisé, qui n'est pas de la lecture. Le commerce de manuels, inutiles pour lire, nécessaires pour faire syllaber, est florissant. Partout triomphe la tradition la plus conservatrice. Entre lire et déchiffrer la confusion est telle que pour l'opinion enseigner la syllabation sans méthode c'est « *faire de la globale* ». Où et comment peut-on constater que la « *globale ne marche pas* » puisqu'elle n'est pratiquée nulle part et que, comme l'Arlésienne, personne, pas plus que le ministre, ne l'a jamais vue ? Où trouve-t-on des lecteurs ayant appris à lire sans lire ? Qui peut démontrer qu'on devient lecteur en apprenant à déchiffrer ? Faut-il apprendre à skier pour traverser le Sahara ?

Pourquoi vole-t-il au secours de la victoire ?

De quoi parle-t-on ? La *lecture* est une prise d'informations visuelle solitaire (sans audition : un bandeau sur les yeux, je ne lis plus, un casque sur les oreilles, je lis encore), en lien avec un projet propre au lecteur, confirmé ou débutant, dans un document dont on sait la fonction et la finalité. S'appuyer sur le contexte pour mettre

du sens et choisir une signification dans la polysémie des mots est une nécessité. Aucun lecteur ne s'en prive. Seuls les déchiffreurs se l'interdisent par soumission. Lire s'apprend par l'exercice, comme parler, et non par la mémorisation préalable de « règles » de lecture. Mais quel éditeur se risquerait à perdre de l'argent en publiant un outil d'aide à la lecture, la vraie ? En vérité, la méthode « *de référence* » des scientifiques et didacticiens, caution du ministre, remonte à l'Antiquité.³ Elle édicte qu'il est **impossible** d'apprendre à lire en lisant, sans alphabétisation, comme on apprend à parler en parlant. Avant de lire, il faudrait impérativement apprendre à déchiffrer syllabe par syllabe, lettre par lettre, selon un code, dans un manuel dit *méthode*. C'est la doctrine de référence depuis la création de l'école, communale ou paroissiale, il y a deux siècles. Seuls quelques rares aventuriers isolés et « subversifs », invitent leurs élèves à s'apprendre ensemble à lire en lisant dans de vrais textes, des textes porteurs d'informations et de communication. L'enseignant conforme préfère utiliser un syllabaire (une méthode de « *décodage* ») qui enseigne une correspondance terme à terme entre signe et son. Pourtant, « *créer chez l'enfant le réflexe de photocopier l'image d'un mot ou de le deviner par son contexte est une très mauvaise habitude. Cela peut avoir un impact assez grave pour la suite de sa scolarité* » insiste Blanquer à la remorque des clercs du phonisme qui redoutent l'éventualité de quelques clandestins globalistes chez des enseignants « athées », imperméables à l'idéologie dominante. L'intention cachée est de répandre la défiance à l'égard de toute pensée pédagogique qui viserait l'intérêt de l'enfance et l'égalité républicaine, plutôt que des objectifs commerciaux, corporatifs ou carriéristes, en l'étiquetant « déviance intellectuelle », voire « morale ». Ce qui est contraire à la pensée unique et aux intérêts particuliers doit être suspecté de nocivité éducative. Une fois la cabale lancée, il n'y aura qu'à laisser courir la rumeur sur les « *pédagogistes* » qui expérimenteraient leurs théories sur des « *élèves cobayes* ». Cette politique du pire, celle du toujours plus de la même chose, celle de l'immobilisme pédagogique, aboutit au résultat que publie le site du Ministère de l'Éducation :

« L'étude internationale PIRLS 2016 mesure les performances en compréhension de l'écrit des élèves en fin de quatrième année de scolarité obligatoire (CM1 pour la France). Avec un score de 511 points, la France se situe au-delà de la moyenne internationale (500 points) mais en deçà de la moyenne européenne (540 points) et de celle de l'OCDE (541 points). Depuis PIRLS 2001, la performance globale française baisse progressivement à chaque évaluation. En 2016, l'écart est significatif et représente - 14 points sur la période de quinze ans. Les performances basées sur la compréhension de textes informatifs baissent davantage (- 22 points) que celles des textes narratifs (- 6 points). Les processus de compréhension les plus complexes (Interpréter et Apprécier) baissent davantage (- 21 points) que les plus simples (Prélever et Inférer, - 8 points). Les enseignants français sont moins nombreux que leurs collègues européens à déclarer proposer à leurs élèves chaque semaine des activités susceptibles de développer leurs stratégies et leurs compétences en compréhension de l'écrit. »

Ces médiocres performances affectent essentiellement la classe ouvrière. Chez les enfants des classes moyennes, leur capital culturel les immunise naturellement, par contact avec leurs parents lecteurs, contre la syllabation, agent de l'échec scolaire. L'alexie propagée touche uniquement la cible désignée, les pauvres, sans qu'il soit nécessaire d'ajuster le tir. L'illettrisme de leurs parents les expose sans protection. Toutes les méthodes sont « efficaces ». Ainsi, de filiation en filiation, après, avant et hors l'école, la pyramide sociale est préservée.

Le ministre sait bien qu'une croyance, acquise collectivement pendant la petite enfance, à l'âge où l'imaginaire alimente les conceptions infantiles de la réalité, ne cède pas facilement la place à la connaissance. Oui mais ! Un sursaut pédagogique collectif bouleverserait l'ordre social. Il fouille donc les poubelles de l'histoire pour y chercher ses « *références* ». Adresser aux écoles des recommandations pour exiger l'enseignement des « savoirs de base », le b a ba « pur », non pollué par la « globale », c'est rappeler la doctrine et réveiller la foi assoupie de chalandis fidélisés du commerce de méthodes, missels de la messe syllabique. Former l'élève à penser l'écrit doit être laissé aux familles qui savent transmettre à leurs enfants comment elles s'y prennent pour lire sans syllaber. C'est aussi, sur les multiples couches d'imprégnation idéologique accumulées pendant deux siècles, en rajouter une nouvelle pour ne pas laisser les croyances professionnelles s'égarer dans des réflexions pédagogiques qui menaceraient les privilèges républicains de la bourgeoisie. La France qui enseigne et les parents d'école primaire risqueraient de découvrir que lire n'est pas une activité mécanique.

L'école française vit sous le régime du libéralisme économique et de la coercition idéologique. En affaires, laisser jouer librement la concurrence, non faussée par des directives contraignantes. A l'école, imposer comme une obligation l'enseignement, et comme un devoir moral l'apprentissage, de règles de « lecture » formelles avant toute tentative de saisir le sens d'un écrit. Qu'on l'enseigne, qu'on l'aide, qu'on le soutienne ou qu'on le « soigne », l'élève est invité, même bègue, mutique ou muet, à émettre avec la bouche le bruit des lettres que la « théorie » antique présente sonores et monophoniques sans exception. En français scolaire, n'existeraient ni « muettes », ni polyphoniques. Formateurs, conseillers, inspecteurs, philosophes, quelle que soit leur expertise, invitent maîtres et maîtresses à se détourner du sens des mots, ennemi du son. Chercher du sens serait jouer à la « *devinette* ». C'est un délit. Sonoriser sans sens serait une démarche scientifique. Par la science, par sa conscience professionnelle et son ministre, sommé d'enseigner la syllabation, chacun reste libre de choisir son manuel dans un catalogue consacré au monopole du b a ba, mais devra assurer la police du *code*. En pédagogie de la lecture, les décideurs, observateurs et commentateurs de l'enseignement scolaire sont de la droite la plus conservatrice, quel que soit l'emplacement de leur siège à l'assemblée ou leur vote aux élections. Tout bon Français, élu, électeur ou abstentionniste, dénonce toute réforme, classée sans suite dans un tiroir, comme un complot contre la réussite scolaire, « l'égalité des chances » et la santé mentale des écoliers. Contrairement aux pratiques antidémocratiques du libéralisme économique tramées habituellement dans le secret bien gardé des affaires, cette atteinte à la démocratie, aux idéaux républicains, par l'enseignement de « lecture » sans lecture, se fait au grand jour. Pour être mieux entendus et crus, les pyromanes crient « au feu ! » et désignent leurs boucs émissaires : la « globale » et les pédagogues, renommés « pédagogistes », coupables de vouloir réformer l'école qui organise le tri social à la satisfaction générale, comme le montrent régulièrement le PIRLS et le PISA⁴. Ça n'étonne, ça n'indigne personne. L'obligation syllabique est approuvée par les opinions savante et populaire.

Renoncer à la foi commune suppose une autonomie de pensée et un sens critique trop rares dans « l'esprit français » pour devenir majoritaires. Car Blanquer n'est pas seul à rappeler les fondements du conservatisme scolaire. Depuis qu'un ministre de droite, René Haby, a ouvert en grand les portes du collège aux enfants de prolétaires qui finissaient jusque-là leur scolarité à 14 ans avec un Certificat d'études primaires, les conservateurs de toute classe sociale font ligue contre la pédagogie qui mêle le peuple aux élites, faussant la compétition entre gens « *méritants* ». Marchands

et gardiens du temple, savants, philosophes, universitaires, chercheurs, journalistes chroniqueurs, agrégés de classes prépas, directeurs d'école, instits de maternelle, rivalisent d'injonctions et de pamphlets antipédagogiques pour déployer l'étendard le plus long de Conservateur du Musée des didactiques traditionnelles.⁵ Pourtant, tout individu sain d'esprit, en état de pleine conscience, sait que tout système transcende la somme de ses composants. C'est le tout dans son intégralité qui donne du sens aux parties tandis que toute « méthode » syllabique, phonologique, alphabétique ou mixte oblige l'apprenti à fixer son regard, en s'aidant de son doigt, sur des « unités de lecture » à sonoriser et à concentrer sa pensée sur du vide. Associer mécaniquement des atomes de langue insignifiants ne conduit pas au sens d'une phrase, à l'intelligence d'un texte, mais enferme les enfants dans un enclos d'où la réflexion est bannie. Ces malheureux déchiffreurs n'apprennent ni à lire, ni à se servir de leur intelligence. Étourdis et saoulés par le déchiffrage docilement exécuté en conformité avec le « code », ils s'entendent pourtant reprocher de ne pas comprendre ce qu'ils « lisent ». Pauvre, illettré et culpabilisé, c'est la triple peine.

*« Je reconnais un mot comme un visage. Si j'avais coutume de regarder un visage par parties, le menton, le nez, les yeux, jamais je ne reconnaîtrais un visage. Si la règle de nos pensées était d'aller du détail à l'ensemble, nous ne penserions jamais, car tout détail se divise et cela sans fin. L'**esprit d'ensemble**, c'est l'**esprit**. Ainsi, il se peut bien qu'épeler soit un très mauvais départ... Une syllabe n'a point de sens, même un mot n'en a guère. C'est la phrase qui explique le mot... » Alain. Propos sur l'éducation.*

Notre ministre rappelle sans le savoir que, même en mai 68, la fonction de tri n'a pas été évacuée de l'école primaire. Il nous annonce que désormais le lessivage syllabique avec méthode machine à laver les cerveaux sera encadré et surveillé par les inspecteurs. Dorénavant dans le futur l'enseignement fonctionnera selon les leçons de la tradition, comme d'habitude dans le passé. Il sera déconseillé de renoncer à faire syllaber (ânonner). Un trieur sélectionneur loyal choisira le filtre pur de la syllabation. La route de l'illettrisme, commun pour la population, pédagogique pour les professionnels, est ouverte et l'immobilisme, en marche.

N'accordons pas aux phonistes et au ministre l'alibi de l'ignorance ! Leurs « réformes » consistent évidemment à ne rien changer à l'école d'arrière-grand-papa qui garantit depuis toujours la « réussite » (la victoire) des enfants des classes dominantes en écartant les classes populaires de la course aux diplômes, dès le CP. L'enseignement de la syllabation est un attentat de masse contre l'intelligence et la démocratie. En France, ni ONG pour dénoncer l'abus didactique, ni DGSJ pour en déjouer le passage à l'acte, ni syndicat pour lancer le boycott des « méthodes » et la grève de la syllabation. Et pas d'indemnisation pour les victimes ! Elles n'ont qu'à « *bien travailler les sons* ». Protester contre l'autoritarisme du ministère de tutelle ne changera pas le statut et la condition de l'écolier berné par les « méthodes », quelles qu'elles soient. Seul le renoncement aux « *leçons de lecture* » peut changer la vie, dans l'école et après.

Depuis sa création deux siècles ont passé. L'école française n'a pas changé. *Il faudra du temps pour l'admettre.* Un jour, probablement, elle changera, quand les écoliers auront créé leur propre syndicat.

Laurent CARLE (avril 2018)

¹ Interview au « Parisien » du 25 avril dernier.

² **Xavier Périnet-Marquet**, instituteur à Poitiers (Vienne) et responsable national du SNALC : « ...les recherches menées depuis trente ans aboutissent toutes aux mêmes conclusions : les enfants à qui l'on enseigne quelles lettres correspondent à quels sons apprennent plus vite à lire. Il a fallu du temps pour l'admettre. »

Sandrine Garcia, Anne-Claudine Oller, *Réapprendre à lire*, Ed. du Seuil : « L'enseignement doit être explicite. Il faut donner à lire à l'enfant seulement ce qu'il est en mesure de lire en fonction des correspondances graphèmes-phonèmes déjà étudiées et ne pas lui demander, à l'inverse, de "deviner" des mots en fonction du contexte. On doit aussi s'entraîner à déchiffrer, encore et toujours, y compris en CE1. Et il faut, surtout avant les vacances, adresser des consignes claires aux parents, leur demander de faire lire l'enfant à voix haute, à la maison. » Excellente recette pour empêcher un enfant d'apprendre à lire !

³ Depuis l'Antiquité toutes les méthodes, dites de lecture, sont **synthétiques**. Elles enseignent le déchiffrage de la lettre à la phrase en passant par la syllabe et le mot. C'est, aujourd'hui encore, **l'enseignement de la lecture à l'unité**. Au siècle de Louis XIV et de Descartes, Charles Demia, prêtre lyonnais, créa des écoles chrétiennes pour y instruire « le pauvre peuple ». Il mit en œuvre une doctrine scolastique fondée sur des principes cartésiens formels : « diviser les difficultés en autant de parcelles qu'il se pourrait, commencer par les plus simples et les plus aisées à connaître, refuser systématiquement à l'apprenti l'assistance du contexte et le contraindre ainsi à résoudre les difficultés une à une. » Il n'y a pas de rédemption sans douleur. En religion chrétienne cela s'appelle un chemin de croix. C'est le pas vers le futur qu'annonce le ministre du XXI^e siècle. En respectant cette « référence », un apprenti en conduite auto ne démarrerait jamais ou s'arrêterait à chaque changement de vitesse.

⁴ PIRLS : Programme international de recherche en lecture scolaire. PISA : Programme international pour le suivi des acquis des élèves.

⁵ Note 2.